

# Résumé

## Les flux migratoires ont diminué d'au moins un tiers en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19

Les flux d'immigration permanente dans les pays de l'OCDE ont baissé de plus de 30 % en 2020, pour s'établir à environ 3.7 millions de personnes – soit le niveau le plus bas depuis 2003. Cette baisse pourrait même atteindre 40 %, en fonction des facteurs qui sont pris en considération.

Toutes les catégories de migrations permanentes ont connu une baisse en 2020, les migrations familiales affichant le recul le plus marqué. D'après des estimations préliminaires, les déplacements intra-UE ont légèrement moins fluctué, enregistrant une diminution de 17 %. Les migrations temporaires de travail ont également fortement baissé en 2020 : le nombre de vacanciers actifs a diminué, en moyenne, de 58 % et celui des personnes transférées à l'intérieur d'une même société de 53 %, tandis que les flux de travailleurs agricoles saisonniers n'ont reculé que de 9 % et ont même légèrement augmenté dans les principaux pays de destination de ces travailleurs, comme les États-Unis et la Pologne.

Le nombre de nouvelles demandes d'asile dans les pays de l'OCDE a reculé de 31 % en 2020, soit la baisse la plus marquée depuis la fin de la crise des Balkans au début des années 1990. Toutefois, le nombre total est resté supérieur à celui de toutes les années antérieures à 2014, à l'exception de 1992. Pour la deuxième année consécutive, le Venezuela était le principal pays d'origine des demandeurs d'asile, suivi par l'Afghanistan et la Syrie. Seuls 34 400 réfugiés ont été réinstallés en 2020 ; ce chiffre est inférieur de deux tiers à celui de 2019 et le plus bas jamais enregistré.

## La crise du COVID-19 a mis fin à 10 années d'amélioration continue de la situation des immigrés sur le marché du travail

En 2020, les taux d'emploi des immigrés ont reculé dans trois pays de l'OCDE sur cinq, tandis que le chômage de cette catégorie de la population a augmenté dans trois pays sur quatre. Les écarts entre les personnes nées à l'étranger et les personnes nées dans le pays quant aux indicateurs du marché du travail se sont creusés en moyenne pour atteindre 2 points de pourcentage pour l'emploi et plus de 3 points de pourcentage pour le chômage. Les résultats des immigrés sur le plan professionnel n'ont toutefois pas sensiblement évolué dans les pays qui ont déployé de vastes dispositifs de maintien dans l'emploi pendant la crise ou qui ont enregistré d'importants flux migratoires de retour. Les immigrés originaires d'Amérique latine et du Moyen-Orient ont été plus durement touchés que les autres groupes. En moyenne, dans la zone OCDE, plus des deux tiers des immigrés occupaient un emploi et un immigré sur dix était au chômage en 2020.

## Les modifications des politiques migratoires en 2020 ont été principalement dictées par la pandémie

Tout au long de 2020 et en 2021, la majorité des pays de l'OCDE ont maintenu des restrictions de déplacement et restreint les services d'immigration, en raison de la pandémie de COVID-19. La plupart ont eu recours à des mesures provisoires pour atténuer les effets de la pandémie, notamment :

- Faciliter l'entrée de travailleurs essentiels tels que le personnel de santé et les travailleurs agricoles saisonniers
- Prendre des dispositions pour que les immigrés touchés par la crise puissent continuer à séjourner légalement dans leur pays d'accueil
- Permettre aux étudiants internationaux de retarder leurs études, de commencer une formation en ligne ou d'effectuer de plus longues heures de travail que ce qui est généralement autorisé au titre des visas étudiants

Les stratégies d'intégration ont également été fortement perturbées par la crise du COVID-19 tout au long de l'année 2020. Dans de nombreux pays, les obligations en matière d'intégration ont été assouplies ou les délais prolongés. La pandémie a également favorisé l'utilisation d'outils numériques pour les programmes d'intégration, l'apprentissage de la langue du pays d'accueil et les actions d'information auprès des populations issues de l'immigration. Des mesures de soutien aux immigrés vulnérables étaient en vigueur dans la plupart des pays, en particulier pour promouvoir leur accès aux soins de santé.

Dans le contexte de la pandémie et d'autres événements survenus en 2020, de nombreux pays de l'OCDE ainsi que l'Union européenne ont mis en œuvre des plans d'action pour lutter contre la discrimination et ses conséquences pour les individus perçus comme étant issus de l'immigration.

## L'incidence budgétaire de l'immigration dans les pays de l'OCDE

Dans les 25 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, en moyenne au cours de la période 2006-18, la contribution des immigrés sous la forme d'impôts et de cotisations a été supérieure aux dépenses publiques consacrées à leur protection sociale, leur santé et leur éducation. De façon générale, la contribution des immigrés couvre entièrement leur part des dépenses publiques consacrées aux biens publics congestibles (soumis à congestion) et finance en partie les biens publics purs, tels que la défense et les frais de la dette publique.

La contribution budgétaire nette totale des immigrés était continuellement faible sur la période 2006-18, étant comprise entre -1 % et +1 % du PIB dans la plupart des pays. La situation n'est pas la même dans tous les pays, mais cela tient souvent à l'âge de la population immigrée : en effet, les immigrés âgés ne contribuent pas dans la même mesure à l'économie que les immigrés d'âge actif.

Comblant l'écart d'emploi entre les immigrés d'âge de forte activité et nés dans le pays, qui ont le même âge, sexe, et niveau d'études, pourrait accroître la contribution budgétaire nette totale des immigrés de plus d'un tiers de point de PIB dans environ 30 % des pays. Les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 nécessitent de maintenir, sinon d'accroître, les investissements consentis dans l'insertion sur le marché du travail des immigrés installés et de ceux arrivés récemment, compte tenu du rendement budgétaire très élevé de ces programmes.

## Les causes et les conséquences de la ségrégation des immigrés

Dans tous les pays de l'OCDE, les immigrés sont concentrés dans certaines zones, en particulier dans les quartiers pauvres et à la périphérie des grandes métropoles. Le degré de concentration n'est toutefois pas

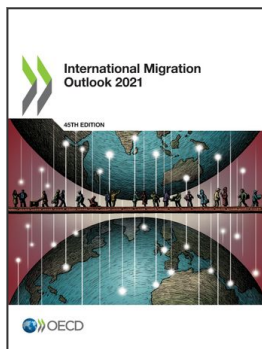
le même selon les catégories de personnes issues de l'immigration, et ce phénomène est déterminé à la fois par la géographie et d'anciens schémas d'installation.

Les effets sur l'intégration sont complexes. D'un côté, le fait pour un immigré de s'installer dans une zone à forte concentration est souvent associée au début à de meilleures perspectives d'emploi. D'un autre côté, à plus long terme, cette concentration nuit généralement à l'acquisition de la langue du pays d'accueil et, bien souvent, à la scolarité des enfants d'immigrés. Il semble également que la ségrégation résidentielle ait des effets plus négatifs sur les femmes que sur les hommes.

La première priorité des pouvoirs publics ne devrait pas consister à prévenir la ségrégation résidentielle des immigrés, mais plutôt à renforcer la mobilité en dehors de ces zones. Il faudrait aussi accorder une plus grande attention à l'accès des immigrés à des logements de qualité.

## Principaux résultats

- Avec environ 3.7 millions de personnes, l'immigration permanente dans les pays de l'OCDE en 2020 a connu son plus bas niveau depuis 2003.
- Les migrations temporaires de travail ont diminué dans tous les pays de l'OCDE en 2020, notamment en Australie (-37 %), au Canada (-43 %), au Japon (-66 %), en Corée (-57 %) et aux États-Unis (-37 %).
- Le nombre de permis délivrés aux étudiants en 2020 a fortement diminué, de 70 % aux États-Unis et au Canada et de -40 % en moyenne dans les pays européens de l'OCDE.
- Le nombre de nouvelles demandes d'asile dans les pays de l'OCDE a reculé de 31 % en 2020, et les chiffres des programmes de réinstallation de 65 %.
- En 2017, la contribution des immigrés au financement des biens publics purs a représenté un total de 547 milliards USD dans les 25 pays inclus dans l'analyse.
- Dans la plupart des pays européens de l'OCDE, la concentration d'enfants d'immigrés à l'école est pénalisante au sens où elle est associée à un moins bon niveau d'instruction. En Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, en Grèce, aux Pays-Bas et en Suède, ce handicap équivaut à plus d'une année de scolarité en moins. Les descendants d'immigrés nés dans les pays qui vivent dans des quartiers isolés affichent généralement aussi un plus faible niveau d'études.



Extrait de :  
**International Migration Outlook 2021**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/29f23e9d-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2021), « Résumé », dans *International Migration Outlook 2021*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/540a6de7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.